

A cette époque, nous voulions construire suffisamment de logements pour faire marcher notre économie. Nous récoltons aujourd'hui une tornade de problèmes pour ce que nous avons fait aux Canadiens. Je ne condamne ni l'actuel ministre des Travaux publics, ni le gouvernement en place. J'en ai contre la croyance qu'on a perpétuée parmi nos concitoyens selon laquelle ils ont le droit de posséder une maison.

● (1650)

Soudain, nous dénonçons cette croyance et nous leur disons que ce droit ils ne l'ont plus. Le gouvernement leur dit qu'il est bien regrettable qu'ils aient trop investi dans une maison, chose que sa politique nous avait convaincus de faire il y a cinq ans. Cela fait partie du malaise qui existe actuellement dans notre pays.

Aujourd'hui les Canadiens essaient de comprendre ce qu'est leur pays. Ils se rendent compte qu'il n'est plus comme il y a cinq ou dix ans. J'aime à prendre comme référence l'année 1967, car c'était l'année de notre centenaire. C'était l'époque où l'unité de notre pays se scellait et où nos concitoyens œuvraient pour être fiers de leur pays. J'en viens à croire que les Canadiens avaient en 1967 une confiance démesurée dans leur pays et dans son avenir. A cette époque, ils pensaient à ce que sir Wilfrid Laurier avait dit un jour à savoir que la deuxième partie du XX^e siècle appartenait au Canada.

Le Canada n'est plus ce qu'il était en 1967. Il est pris d'un malaise qui transparaît dans des programmes comme la politique actuelle de l'État en matière de logement. Comme ni le gouvernement ni nous, en tant que politiciens, n'avons pu résoudre le problème que nous avons causé en affirmant aux Canadiens qu'ils avaient le droit de posséder une maison et le droit d'avoir un revenu qui permettrait aux générations à venir de posséder une maison, il nous faut résoudre ce problème maintenant. Nous ne pouvons pas le faire de manière partielle, de façon mesquine, ni en laissant le gouvernement élaborer un programme qui ne fera qu'accorder un sursis aux gens pour leur permettre de payer seulement les intérêts sur leur maison sans qu'ils puissent augmenter leur avoir propre, ce qui est souvent le cas actuellement.

Il faut non seulement que nous élaborions une politique à l'intention des Canadiens qui devront payer des hypothèques au cours des dix prochaines années et qui sont sur le point de perdre leur maison, mais nous devons mettre sur pied un système qui encouragera les jeunes à acheter des maisons en espérant en être un jour propriétaires sans devoir craindre de les perdre au bout de 40 ans. Malheureusement, cette mesure législative ne permettra de répondre à aucun de ces problèmes. Peut-être permet-elle d'apporter une aide très limitée à un certain nombre de personnes qui sont en difficulté.

Je me souviens qu'à l'automne de 1979 nous débattions un bill qui aurait été un don du ciel pour la plupart des Canadiens qui ont du mal aujourd'hui à payer leurs hypothèques. Le Nouveau parti démocratique ainsi que le gouvernement étaient opposés à cette mesure législative. Les seuls qui n'étaient pas

Le logement

contre, c'étaient les Canadiens moyens, les propriétaires de maisons individuelles présents et futurs.

M. Waddell: C'était une rente offerte aux riches.

M. Coates: Un député NPD dit que c'était une rente offerte aux riches.

M. Waddell: Vous le savez bien.

M. Coates: Je vais vous dire ce que c'était, monsieur l'Orateur. C'était une aide pour ceux qui en ont besoin aujourd'hui, et cela aurait permis aux Canadiens d'aujourd'hui d'avoir leur maison demain. Voilà ce que c'était, malgré les bêtises que le NPD essaie de lancer. C'est bien ce que le Canadien moyen a vu dans ce crédit d'impôt pour intérêts hypothécaires, l'espoir d'avoir un jour sa maison bien à lui.

Voilà un idéal auquel je m'attache comme homme politique. Si l'on veut que le Canada se remette à avancer, il faudra d'abord convaincre les Canadiens qu'ils ont une raison d'investir au Canada. La meilleure façon d'investir, c'est de donner aux Canadiens la garantie qu'ils pourront posséder un bien ou une maison parce que c'est cela qui a fait le Canada. C'est parce que les Canadiens qui ont leur maison ont peu d'espoir de pouvoir la conserver, et que ceux qui n'en ont pas n'ont pas l'espoir d'en avoir jamais qu'il y a ce malaise qu'on voit partout au Canada aujourd'hui.

Il y a un autre problème actuel qui est également à l'origine de ce malaise, c'est l'écèlement de la cellule familiale. Beaucoup de divorces sont directement attribuables aux taux d'intérêt qu'on arrache aux emprunteurs hypothécaires. C'est tout l'édifice des hypothèques qui s'est transformé sous leurs yeux. Il y a des années, quand on achetait une maison, on savait qu'on pouvait prendre une hypothèque pour 20 ans. Il était admis implicitement qu'on n'achetait pas de maison tant qu'on n'était pas certain de pouvoir faire face aux échéances et de pouvoir la payer en 20 ans. Mais les programmes gouvernementaux se sont développés, ce qui fait que de 20 ans on est passé à 30, puis de 30 à 40, et enfin à 50 ans. Mais il n'y a plus d'hypothèques à 20 ans, à 30 ans ou à 50 ans. Le Canadien moyen qui a sa maison doit aujourd'hui pouvoir tenir son hypothèque pendant un an. Et il n'est pas sûr qu'à la fin de l'année, son créancier hypothécaire lui permettra de la renouveler à un taux d'intérêt inconnu de lui.

En outre, les propriétaires de maisons doivent consacrer un pourcentage plus élevé de leur revenu à leurs versements hypothécaires. Vous êtes à la maison en train de causer avec votre femme—si vous en avez encore le loisir—et vous essayez de voir si vous allez prendre votre argent pour payer l'automobile, ou l'hypothèque, ou pour acheter de la nourriture ou si vous pouvez faire les trois ou même l'un des trois. Les gens commencent non seulement à se sentir frustrés, mais aussi à se faire du souci et à se mettre en colère. C'est un fait que bien des gens se font du souci. Le gouvernement apprend maintenant aux Canadiens qu'il va geler leurs salaires, ce qui limitera leur revenu, tout en permettant aux taux d'intérêt de continuer à grimper, et le coût de la vie continuera à augmenter comme le reste.